



## APPEL DE GENÈVE GENEVA CALL

### Geneva Call in the Press

#### Soutien européen pour l'Appel de Genève

Source: Tribune de Genève - 07 September 2001



#### Mines anti-personnel Elisabeth Reusse-Decrey a convaincu le Parlement

Michel Eggs

"Quand j'ai commencé à proposer de négocier avec les groupes rebelles armés, on m'a prise pour une terroriste..." Présidente de l'Appel de Genève, Elisabeth Reusse-Decrey s'est souvenue de cette anecdote au moment où, entourée de députés représentant les grands groupes politiques européens, elle a présenté, dans l'enceinte du Parlement à Strasbourg, l'action de son ONG à la pointe du combat contre les mines anti-personnel. Les eurodéputés ont entendu son appel: ils ont adopté jeudi une résolution soutenant les efforts entrepris pour convaincre les "acteurs non gouvernementaux" - entendez les groupes rebelles - à s'engager à bannir l'usage de mines anti-personnel.

Qu'une Suissesse, donc écartée de la scène politique européenne, parvienne à obtenir le soutien unanime de tous les groupes représentés à Strasbourg, est un immense succès pour celle qui est aussi présidente du Parlement genevois. Elisabeth Reusse-Decrey s'en réjouit, qui voit dans l'adoption de cette résolution invitant les Quinze à soutenir, politiquement et financièrement, les objectifs poursuivis par l'Appel de Genève, un acte d'une portée qui est loin d'être symbolique.

#### L'arme du pauvre

L'adoption, en 1997, du traité (Convention d'Ottawa) consacrant le bannissement des mines anti-personnel a constitué un tournant dans la lutte contre cette "arme du pauvre" qui tue et mutilé combattants comme civils. "Ottawa est une étape importante, mais loin d'être suffisante. La Convention est ouverte à la signature

des seuls Gouvernements et n'engage donc qu'eux. Or, les acteurs utilisant des mines anti-personnel ne sont pas seulement des Gouvernements. De nombreux groupes rebelles - on en dénombré une trentaine - en font usage", explique Mme Reusse-Decrey.

Pour pallier les carences de la Convention d'Ottawa, l'Appel de Genève a créé à l'intention des groupes rebelles une déclaration d'engagement à bannir l'utilisation de mines anti-personnel. A ce jour, deux mouvements philippins l'ont signé: le Moro Islamic Liberation Front (MILF) et le Rebolusyonyong Partidong Manggagawa-Alex Boncayao Brigade (RPM-ABB). Un troisième, soudanais (Sudan People's Liberation Movement/Army), s'engagera dans le même sens à la fin de ce mois à Genève. "Nous avons engagé des négociations avec une dizaine de groupes armés; quatre sont déjà à un stade avancé", précise Mme Reusse-Decrey.

#### Pression sur les Etats réticents

La présidente de l'Appel de Genève apprécie le soutien du Parlement européen à la veille de la troisième rencontre des parties à la Convention d'Ottawa, qui se tiendra du 18 au 21 septembre à Managua: "La résolution leur sera adressée. Elle nous permettra de faire pression sur les Etats réticents à nous autoriser à entrer sur leur territoire pour négocier avec les rebelles et pour aider les populations victimes des mines anti-personnel."

Certains pays jouent le jeu, qui ont compris l'intérêt qu'ils peuvent tirer du travail réalisé par l'Appel de Genève. La Convention d'Ottawa leur impose, en effet, d'éliminer l'utilisation et la présence de toutes les mines, quelle que soit leur origine. Les Philippines constituent le meilleur exemple que pourrait bientôt suivre la Colombie. D'autres, comme la Russie et la Turquie, sont nettement plus réticents. Ankara n'est pas encore près d'autoriser l'Appel de Genève à négocier avec le PKK dans le Kurdistan turc... L'ONG travaille pourtant en toute transparence, informant les Gouvernements en place de l'engagement de négociations avec les mouvements rebelles. Et lorsqu'un accord est conclu, le Gouvernement est invité à participer à la séance de signatures.

La présidente de l'Appel de Genève compte aussi sur le rendez-vous de Managua pour ouvrir un nouveau débat visant à bannir d'autres types d'armes. "Nous pensons aux bombes à fragmentation non explosées (largement utilisées par l'OTAN au Kosovo), ainsi qu'aux mines dites antichars qui explosent en présence d'une personne humaine", relève Mme Reusse-Decrey.

A Strasbourg, plusieurs eurodéputés ont plaidé avec insistance pour l'adoption de la résolution approuvée hier. Parmi eux, le démocrate-chrétien Van Hecke de retour du nord de l'Ouganda, près de la frontière avec le Soudan. "J'étais dans une région habitée par 80 000 personnes; 15 000 d'entre elles ont été victimes de l'explosion de mines anti-personnel, la plupart étant gravement mutilées." En écho, le libéral Haarder, autre soutien affiché de l'Appel de Genève, a lancé: "L'être humain est un expert lorsqu'il s'agit de faire de la vie d'autrui un enfer..."

GENEVA CALL